

## Jeunesse et entrée dans la vie active

Philippe Brindet  
18 février 2006

L'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) vient de publier les résultats d'une enquête menée auprès des jeunes. La tonalité générale de l'enquête fait ressortir que, si les jeunes gens se trouvant encore en période de formation scolaire sont enthousiastes à l'idée de gagner leur vie, seulement la moitié d'entre eux pensent avoir acquis une compétence professionnelle. Une telle enquête conforte l'idée que l'Etat est incapable de poursuivre une mission de formation professionnelle au sens où le monde contemporain l'entend.

En effet, la politique de formation d'Etat est partagée entre deux grandes tendances qui sont :  
-- la tendance pédagogue et socialisante selon laquelle le rôle essentiel de l'école au sens large est d'apprendre l'autonomie de l'individu, d'une part et l'adaptation sociale du citoyen, d'autre part ; et  
-- la tendance humaniste selon laquelle l'école a un devoir de transmettre une culture, sûrement adaptée aux réalités de son temps, mais une culture imposant une déconnexion de la vie active.

De tout cela, il ressort que l'école est devenue une sorte de monde clos, depuis le jardin d'enfants jusqu'aux dernières années universitaires et qui tend essentiellement à se reproduire lui-même, les enfants sortant de formation passant directement dans le rôle de professeur. Bien entendu, on rétorquera que l'école de la République fait de considérables efforts d'adaptation par le biais des programmes toujours à l'affût de l'évolution du monde contemporain d'une part, et qu'elle reste contrairement la formation précédente, un milieu ouvert notamment par le biais des stages en entreprises, d'autre part.

En réalité, la prise en compte des évolutions du monde contemporain dans les programmes est effectuée par le personnel du Ministère de l'Education Nationale lui-même. Or, ce personnel entièrement déformée par une idéologie régressive, réalise une sélection et une traduction de ces évolutions qui amplifient dans les programmes "nouveaux" le vrai caractère de ce monde étrange qui se prétend ouvert alors qu'il est clos.

Plus encore, la pratique des stages, pour la majeure partie des situations connues, montre que ces stages ne répondant pas à des besoins des entreprises -- sauf pour une partie de la formation ouvrière extrêmement décriée d'ailleurs -- n'apporte rien à la formation des élèves et étudiants qui ressemble à des connaissances exploitables professionnellement.

Au contraire, quand les entreprises expriment un besoin de stages, ce besoin dissimule en réalité une manoeuvre honteuse de réduction du coût du travail en faisant exécuter par des personnes peu qualifiées des tâches productives qui sont le plus souvent non rémunérées. On voit ainsi de jeunes adultes, déplacés de stages en stages, sans qu'un véritable emploi leur soit proposé. C'est particulièrement le cas des docteurs en sciences techniques et dans une large mesure des biologistes.

Une autre critique du système de formation étatique permet de montrer que en réalité ce système est entièrement bâti en vue de la formation d'un individu soumis à l'idéologie dominante et dont la formation en tant que travailleur n'est, en réalité, qu'un mode de sélection des individus les plus dociles à ladite idéologie.

On se reportera particulièrement à l'article paru dans le journal Libération en date du 17 février 2006 et qui vaut à ce journal et au signataire de cet article des poursuites pénales engagées par le Garde des Sceaux.

Dans cet article qui concerne un autre sujet, l'entreprise de formation d'un individu docile et normalisé est parfaitement dénoncée. On peut même se demander si ce n'est pas cette dénonciation qui vaut des poursuites à son auteur plus que la comparaison au goût contestable qui y est faite et qu'il est inutile de rappeler ici.

La seule solution d'adaptation du système de formation étatique est justement la suppression du caractère monopolistique qui y prévaut.

Particulièrement, le système social français s'effondre parce que il a confié à une institution qui aurait dû se limiter à de la formation, une tâche qu'il qualifie « d'éducation » et qui effectue une manipulation de l'esprit des jeunes qui subissent un véritable lavage de cerveau quotidien dès l'âge de deux ans jusqu'à des âges avancés, dépassant parfois 30 ans.

La seule réforme efficace consisterait à restaurer une méthode basée sur le « lire -- écrire -- compter » ainsi que sur une formation civique efficace qui pourrait être achevée dès l'âge de douze ans. Ensuite, les connaissances de base susceptibles de réaliser un socle commun, fondant une véritable égalité des chances, permettrait en fonction de la situation réelle de chacun, de confier sa formation à des entreprises, ou bien parfaitement indépendantes de tout pouvoir, ou bien dans un régime de libre concurrence, diversement alliées à une multiplicité de pouvoirs. Dans les deux cas, les français bénéficieraient enfin d'une véritable liberté de choix tant éducatif que professionnel.

Particulièrement pour la formation de travailleurs productifs, des entreprises commerciales alliées par exemple au système bancaire d'une part pour les prêts et aux entreprises productives pour l'embauche d'autre part, permettraient de former de manière efficace les jeunes aux emplois qu'ils souhaitent remplir.

Tout le monde sait qu'un tel modèle est strictement opposé au système français contemporain. Mais il s'agit d'un modèle idéologique qui s'oppose au modèle idéologique pratiquée par le système français de formation.

Tout d'abord, il faut rappeler que le système français de formation qui avait précédé le système contemporain, était beaucoup plus proche de ce que nous décrivons d'idéal. Ensuite, beaucoup de systèmes nationaux reprennent ce modèle de concurrence entre entreprises de formation et la prise en compte d'un socle commun de formation de base.

D'ailleurs, si on excepte les individus les plus dociles, les étudiants les mieux doués du système français tentent tous d'échapper au système totalitaire en intégrant les universités étrangères. Réciproquement, l'attractivité du système universitaire français est dans une phase fortement régressive. Plus clairement, les étudiants étrangers qui entrent dans l'université française ne sont plus parmi les meilleurs, qui préfèrent d'autres pays.